

## LE CONGRÈS OUVRIER INTERNATIONAL DE BRUXELLES.

(TENU DU 16 AU 23 AOÛT 1891).

Dans le courant de l'année 1891 il n'y eut pas de Congrès national syndical. Par contre se tint à Bruxelles le Congrès international qui devait faire suite aux deux Congrès internationaux de Paris, en 1889. Mais, au lieu d'être purement politique comme ces deux derniers, le Congrès de Bruxelles essaya de se donner une apparence corporative. Il n'y réussit qu'à moitié à cause de l'état-major marxiste, disséminé dans chaque pays, qui se garda bien de manquer au rendez-vous. Cet état major du parti vulgairement appelé *sozial-democrate* se rencontre dans tous les Congrès et essaye d'en prendre la direction. Sa parfaite union lui rend la tâche aisée, alors qu'il ne trouve devant lui que des forces divisées et sans consistance (1).

Les principaux congressistes étaient MM. Bebel, Fischer, Frankel, Liebknecht, Molkenbhr, Singer, pour l'Allemagne; Aveling, Burrows, Holmes, Jones, Macdonald, Parnell, Taylor, Quelch, Thorne, pour l'Angleterre; Adler, Reumann, Schen, pour l'Autriche; Anseele, Bertrand, Defuisseaux, Defnet, Delporte Demblon, Dewinne, Elbers, Furnémont, Lambillotte, Maes, Octors, Serwy, Van Beveren, Vandervelde, Verrycken, Volders, pour la Belgique; Olsen, pour le Danemark; Pablo Iglesias, pour l'Espagne; Allemane, Argyriadès, Baudin, Blondeau, Bonnier, Chauvière, J.B. Clément, Jean Coulet, Dejeante, Delcluze, Deville, Dumay, Farjat, Ferroul, Fouilland, A. Gély, Groussier, Guesde, Hamelin, Heppenheimer, Jaclard, Lafargue, Landrin, Lavaud, Lavigne, Lepers, Limousin, Malon, Martin, Martinet, Pédron, Prudent-Dervillers, Renou, Rouanet, Roussel, Thivrier, Susini, Vaillant, pour la France; Domela Nieuwenhuis, pour la Hollande; Engelman, pour la Hongrie; Croce, Merlino et Turali, pour l'Italie; Brandt et Seidel, pour la Suisse; Sanial et Hoehn pour l'Amérique.

En résumé, l'Allemagne avait 42 délégués représentant 91 organisations, l'Angleterre 23 représentant 199.000 membres des Trades-Unions, l'Autriche 11, la France 69 représentant 596 groupes, l'Amérique 6 délégués, dont un M. Sanial, représentait 143 Trades-Unions, et un autre, M. Cahan, était mandaté par 30.000 Juifs socialistes organisés.

Le premier acte du Congrès fut d'expulser les anarchistes, les ennemis-nés de la *Sozial-Démocratie*. C'est ainsi qu'un délégué italien, qui se présente sous le nom de Lévi, et qui n'est autre que M. Merlino, est d'abord exclu, puis accepté comme représentant régulièrement des organisations syndicales italiennes. Par contre, M. Fernandez Gramos, anarchiste espagnol, est expulsé, bien que représentant régulièrement 50 organisations ouvrières, pour avoir déclaré *«plus méritants ceux qui vont, comme à Chicago, à la potence et au martyre, que ceux qui cherchent par le socialisme des mandats et des places dans les assemblées politiques»*. La vérité n'est pas toujours bonne à dire.

La première question à l'ordre du jour est la législation internationale du travail.

*«Incapable de faire des réformes en faveur des ouvriers, dit à ce sujet M. Bebel, la bourgeoisie est déjà réduite à leur faire de feintes concessions. Elle se trompe, si elle croit que ces concessions, notamment celles adoptées par la conférence de Berlin, qui sont une manoeuvre destinée à servir de dérivatif aux revendications ouvrières, enrayeront la marche des idées socialistes et le développement du mouvement ouvrier.*

*Le parti socialiste allemand a vu que la conférence de Berlin n'a rien produit de sérieux, les projets de loi allemands qui en ont été la suite ont même aggravé la situation ouvrière en Allemagne.*

(1) Presque tous les chefs de ce parti sont juifs. Il n'y a guère qu'en France que les chefs fassent exception à la règle. En France, les juifs sont riches et n'ont pas à se défendre contre un fort courant d'antisémitisme comme en Allemagne et en Autriche.

*Un des moyens à employer, c'est la conquête des mandats parlementaires, afin de s'emparer du gouvernement, pour s'en servir au profit de la cause de l'émancipation du prolétariat ".*

Une résolution est votée avec acclamations, qui proclame la nécessité de la lutte des classes.

*«Pour la première fois, s'écrie M. Vandervelde, rapporteur de la résolution, socialistes révolutionnaires et trade-unionistes se sont trouvés d'accord pour proclamer la nécessité de la lutte des classes. Il y a là un fait nouveau, sans précédent; les socialistes du monde entier se sont groupés, suivant la parole de Karl Marx: Prolétaires du monde, unissez-vous!»*

La seconde question est la *Question juive. De l'attitude que les travailleurs organisés de tous les pays doivent prendre concernant la question juive.*

A ce sujet, M. Cahan, délégué des Juifs d'Amérique, soutient qu'il faut abolir la lutte des classes qu'on poursuit contre les Juifs.

*«La campagne antisémite, dit M. Volders, est l'invention du grand capitalisme: elle est sortie de la haine du capitaliste chrétien contre le capitaliste juif, plus habile que lui. Le salut pour les Juifs, c'est de se réfugier dans les rangs du parti socialiste international».*

Sur ces paroles, le Congrès décide qu'il n'y a pas lieu de traiter la question proposée par la délégation des groupes socialistes américains de langue juive et passe à l'ordre du jour.

La question suivante a pour sujet: *l'Organisation, les coalitions et l'agitation.*

Les Allemands se déclarent hostiles à toute grève générale.

M. Aveling, au nom de soixante-dix corporations comprenant soixante-dix mille hommes, combat la création, proposée par la majorité de la Commission, d'un *Comité international du travail*, et préconise la création de secrétaires internationaux dans chaque pays, tels qu'il en existe déjà en Angleterre.

M. Parnell ajoute qu'il faut dans chaque nation un centre de ralliement pour l'échange des statistiques nationales, condensant les renseignements internationaux. En Angleterre, on ne croit pas à la possibilité de l'organisation de la grève générale. Si tous les ouvriers entraient dans les syndicats, il n'y aurait plus de grève possible.

La résolution, votée à l'unanimité, recommande les organisations corporatives, proteste contre toutes les tentatives gouvernementales et patronales faites pour entraver le droit de coalition des travailleurs et préconise la création, dans chaque pays, d'un secrétariat du Travail, afin que dès qu'un conflit se produira, quelque part, entre le capital et le travail, les travailleurs des différentes nationalités puissent en être avertis et mis en mesure d'aviser.

La question du Militarisme est traitée par deux rapporteurs: MM. W.Liebknecut et Ed.Vaillant. Le premier félicite les socialistes français d'avoir abandonné le désir de revanche contre l'Allemagne. L'Alsace Lorraine n'intéresse pas les socialistes.

*"Il y a eu, ajoute-t-il, des propositions de provoquer, en cas de guerre, la grève et l'insurrection des soldats. Elles sont faites par des délégués dont les pays ne subissent pas le poids écrasant du militarisme. On les a écartées. L'ennemi du travailleur allemand n'est pas le citoyen français, c'est le bourgeois allemand".*

M. Vaillant, renouvelant la déclaration de Liebknecht, dit qu'il n'a pu être question dans la commission de discussions territoriales. Il faut arriver à la suppression des armées permanentes.

*"Les travailleurs doivent avoir en haine les manœuvres chauvines destinées à servir de dérivatif à la question sociale; ils ont pour devoir d'attaquer les alliances, que les gouvernements bourgeois contractent pour maintenir l'état de choses actuel. La Triple Alliance est condamnable, mais il faut infliger une flétrissure aux chauvins français qui, grotesques et criminels, revenus aux traditions césariennes, par une union monstrueuse, ont prostitué la République au Tsar, pendeur de nihilistes".*

M. Domela Nieuwenhuis critique la proposition de la section. Il est facile d'obtenir l'unanimité dans une assemblée, il suffit pour cela de présenter une proposition rédigée en termes vagues et n'ayant aucune signification précise. Le Pape pourrait accepter cette proposition, si on y changeait un seul mot: celui de socialisme en celui de christianisme. La fin de l'ordre du jour rejette sur la classe dirigeante, devant l'humanité et devant l'histoire, la responsabilité des guerres futures. Elle ne peut s'émouvoir d'une protestation si platonique et elle rejette sur la classe laborieuse cette même responsabilité. On croirait voir deux gamins se querellant et se rejetant réciproquement une faute, en faisant rire à leurs dépens.

Il faut repousser, conclut l'orateur, tout chauvinisme et repousser toute distinction entre les guerres offensives et défensives.

L'amendement de M. Domela Nieuwenhuis est ainsi conçu:

*“Le Congrès déclare que les socialistes de tous les pays répondront à la proposition d'une guerre par un appel au peuple, pour proclamer la grève générale”.*

De son côté, M. Gilles, délégué anglais, propose l'amendement suivant :

*“Le Congrès recommande aux travailleurs des différents pays d'opposer à la déclaration de guerre un appel au peuple en faveur d'une grève générale, en attendant que l'on obtienne le règlement des guerres par un arbitrage international, et invite les membres des Parlements à déposer des propositions réduisant les budgets de la guerre”.*

M. Volders combat ces différents amendements:

*“L'amendement hollandais, dit-il, est dangereux pour les socialistes des différents pays; il ne peut être accepté, car il faut un vote unanime à possible.”*

*L'amendement anglais, en spécialisant un moyen, diminue la partie générale de la résolution, qui permet aux partis socialistes d'employer tous les moyens qu'ils jugent propres et efficaces”.*

L'amendement anglais, auquel se sont ralliés les Hollandais, n'est accepté que par l'Angleterre, la France et la Hollande.

La résolution de la Commission est ensuite mise aux voix par nationalités.

La Hollande s'abstient. Les quinze autres pays l'adoptent, treize d'entre eux la votent à l'unanimité de leurs délégués.

Voici le texte de cette résolution:

*Le Congrès,*

*Déclare que le militarisme, qui pèse en ce moment sur l'Europe, est le résultat fatal de l'état permanent de guerre ouverte ou latente, imposé à la Société par le régime d'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte des classes qui en est la conséquence;*

*Affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples - quelque généreuses qu'en soient les intentions - ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal;*

*Que seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive;*

*Que, par suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la guerre, est d'entrer dans le Parti Socialiste international qui est le véritable et unique Parti de la Paix.*

*En conséquence, le Congrès,*

*En présence de la situation chaque jour plus menaçante de l'Europe et des excitations chauvines des classes gouvernantes dans les différents pays, fait appel à tous les travailleurs pour protester par une agitation incessante contre toutes les vellétés de guerre et les alliances qui les favorisent, et pour hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme;*

*Déclare que c'est le seul moyen capable de conjurer la catastrophe d'une guerre générale, dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais;*

*Et entend, dans tous les cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui peut survenir.*

La question du Parlementarisme est retirée de l'ordre du jour. On passe à la question du *Travail aux pièces et à forfait*.

La résolution suivante est proposée par le rapporteur, M. Bertrand:

*Le Congrès est d'avis que cet abominable système de surmenage est une conséquence nécessaire du régime capitaliste et disparaîtra en même temps que celui-ci;*

*Qu'il n'en est pas moins du devoir des organisations ouvrières de tous les pays de s'opposer par tous les moyens au développement de ce système;*

*Que le système du marchandage (sweating system) produit également des conséquences désastreuses et doit être combattu par les mêmes motifs.*

Enfin le Congrès vote *l'abrogation de toutes les lois qui mettent la femme en dehors du droit commun et public, puis la manifestation internationale du 1er Mai.*

Le prochain Congrès devait être convoqué en Suisse, le choix de la ville où il se réunirait étant laissé à la décision du parti ouvrier Suisse.

-----

**Léon de SEILHAC**

*“Les Congrès Ouvriers en France (1876-1897)”*

Bibliothèque du Musée Social

Editeurs: Armand COLIN et compagnie

- 1899 -

Extrait constitué des pages 219 à 227

-----